

# SUR LE MÊME PIED QUE LES ALLEMANDS

UNE DECLARATION DE M. FER-  
GUSON AU SUJET DES NOU-  
VEAUX REGLEMENTS ONTA-  
RIENS, CONCERNANT LA CO-  
LONISATION — PROTESTA-  
TIONS DES DEPUTES CANA-  
DIENS-FRANCAIS.

Toronto, 14. — Les nouveaux ré-  
glements de colonisation dans le  
nord de l'Ontario, ont soulevé une  
vive discussion, à la Législature, de  
la part des députés canadiens-fran-  
çais.

Le gouvernement venait de sou-  
mettre les estimés de l'année fiscale,  
lorsque M. Z. Mageau, de Sturgeon  
Falls, s'est objecté aux règlements  
de la colonisation dans le nord de  
l'Ontario, les considérant absolu-  
ment injustes à l'égard de ses com-  
patriotes, surtout en ce qui concer-  
ne le règlement 17. M. G.-H. Fer-  
guson répondit que les futurs co-  
lons seraient soumis à un choix ju-  
diciaire, et que, s'ils veulent venir  
s'établir ici et jouir du privilège de  
citoyens de la province, ils devaient  
se soumettre aux règlements établis;  
et ces exigences ne concernent point  
seulement que la matière d'éduca-  
tion, mais également les lois du ser-  
vice militaire.

M. Mageau reprit vivement que  
les règlements nouveaux empê-  
chaient ses compatriotes de s'établir  
dans quelques régions du nord de  
l'Ontario, et M. Gustave Evanturel,  
de Prescott, protesta contre le ban-  
nissement des colons du Québec de  
certains endroits de l'Ontario. Alors  
M. Ferguson déclara que le gouver-  
nement ne voulait point de colons  
du Québec, de l'Allemagne ou de  
l'Autriche, à moins qu'ils n'obéis-  
sent à la loi. Ce sont les soldats re-  
venus des tranchées qui auront le  
premier choix des terres.

M. Sam Clarke, de Northumber-

land, ajouta qu'il est difficile d'obtenir des colons du vieil Ontario, et qu'il était bien préférable de les faire venir du Québec qu'en dehors du Canada. M. Sam Carter, de Wellington-Sud, est d'avis que les Canadiens français et le gouvernement devraient s'unir et se débarrasser une fois des causes de friction provenant du règlement 17: mais "nous voulons avoir une province de langue anglaise en Ontario", a-t-il insisté.

M. Evanturel s'opposa formellement à ce que les Canadiens français soient mis au même rang que les Autrichiens et les Allemands.